

**Art. 2.** Notre Premier Ministre, Ministre d'Etat, et Notre Ministre du Trésor et du Budget sont chargés de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*Le Premier Ministre,  
Ministre d'Etat,*

**Jean-Claude Juncker**

*Le Ministre du Trésor et du Budget,*  
**Luc Frieden**

Palais de Luxembourg, le 19 février 2004.  
**Henri**

**Règlement grand-ducal du 1<sup>er</sup> mars 2004 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 9 mai 2003 concernant la participation du Luxembourg à la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité en Afghanistan (ISAF) sous l'égide des Nations Unies.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales;

Vu la décision du Gouvernement en Conseil du 9 janvier 2004 et après consultation le 8 décembre 2003 de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense de la Chambre des Députés;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'avis de la Conférence des présidents de la Chambre des Députés;

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur et de Notre Ministre de la Coopération, de l'Action Humanitaire et de la Défense et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Le règlement grand-ducal modifié du 9 mai 2003 concernant la participation du Luxembourg à la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité en Afghanistan (ISAF) sous l'égide des Nations Unies est modifié comme suit:

1) L'article 1<sup>er</sup> est remplacé comme suit:

«**Art. 1<sup>er</sup>.** Le Luxembourg participera à la mission de maintien de la paix de la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité en Afghanistan (ISAF) sous l'égide des Nations Unies jusqu'au 31 octobre 2004.»

2) L'article 4 est remplacé comme suit:

«**Art. 4.** La durée de la participation luxembourgeoise peut, le cas échéant, être prolongée jusqu'au 15 novembre 2004 dans l'hypothèse d'un retard dans la mise en place de la relève du détachement actuel.»

**Art. 2.** Notre Ministre des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur et Notre Ministre de la Coopération, de l'Action Humanitaire et de la Défense sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre des Affaires Etrangères  
et du Commerce Extérieur,*

**Lydie Polfer**

*Le Ministre de la Coopération,  
de l'Action Humanitaire*

*et de la Défense,*

**Charles Goerens**

Palais de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2004.

**Henri**

Doc. parl. 5279, sess. ord. 2003-2004

**Règlement grand-ducal du 2 mars 2004 portant modification du règlement grand-ducal modifié du 11 février 2002 fixant les modalités d'application de l'indemnité compensatoire annuelle à allouer aux agriculteurs dans les zones défavorisées.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu le règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et modifiant et abrogeant certains règlements ;

Vu le règlement modifié (CE) n° 445/2002 de la Commission du 26 février 2002 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) ;

Vu la directive 75/274/CEE du Conseil du 28 avril 1975 relative à la liste des zones agricoles défavorisées au sens de la directive 75/268/CEE (Luxembourg) ;

Vu la loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural et notamment son article 18 ;  
 Vu la fiche financière ;  
 Vu l'avis de la Chambre d'Agriculture ;  
 Vu l'article 2 (1) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence ;  
 Sur le rapport de Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et de Notre Ministre du Trésor et du Budget et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'article 2 (1) du règlement grand-ducal modifié du 11 février 2002 fixant les modalités d'application de l'indemnité compensatoire annuelle à allouer aux agriculteurs dans les zones défavorisées est complété par le point f) suivant:

« f) unité de travail annuel (UTA) : la prestation, mesurée en temps de travail, d'une personne qui exerce, à plein temps pendant toute une année, des activités agricoles dans une exploitation agricole donnée ».

**Art. 2.** L'article 3 du même règlement est modifié comme suit:

« **Art. 3.** Sont éligibles à l'indemnité compensatoire les surfaces agricoles qui font l'objet d'une exploitation agricole continue, à l'exception des vignobles, des plantations fruitières intensives, des pépinières, des cultures maraîchères de plein air, des surfaces de floriculture de plein air et des cultures sous serre ».

**Art. 3.** L'article 6 du même règlement est remplacé par les dispositions suivantes:

« **Art. 6.** (1) Il ne peut être alloué qu'une seule indemnité compensatoire par exploitation agricole, même si elle est gérée par plusieurs exploitants.

(2) En cas d'association de deux ou plusieurs exploitations, les exploitations associées sont considérées comme constituant une seule unité technico-économique et elles sont à réunir dans une seule demande de paiements à la surface.

(3) Les plafonds prévus à l'article 7, sous a) relatifs aux hectares éligibles sont multipliés par un coefficient déterminé en fonction des unités de travail annuel des exploitations conformément au tableau de correspondance de l'annexe III. Les unités de travail annuel précitées (UTA) sont obtenues en tenant compte des données relatives aux différentes productions déclarées dans la demande de paiements à la surface des exploitations et des valeurs moyennes reprises au tableau de l'annexe II.

(4) Les montants et plafonds visés à l'article 7, sous b), sont applicables aux exploitants bénéficiaires d'une pension de vieillesse, à moins qu'une personne affiliée à la Caisse de maladie agricole comme membre ressortissant ne travaille à titre principal sur l'exploitation concernée ».

**Art. 4.** A l'article 7 du même règlement, la phrase introductive prend la teneur suivante:

« Le montant de l'indemnité compensatoire est déterminé en fonction de la surface agricole éligible et de la structure économique de l'exploitation ainsi que du statut socio-professionnel de l'exploitant : ».

**Art. 5.** Un article 9bis, libellé comme suit, est inséré dans ledit règlement :

« **Art. 9bis.** L'indemnité compensatoire ne peut être cumulée avec l'aide prévue à l'article 9 (cas de figure 3 : Pâturage par des moutons et chèvres gardés) du règlement grand-ducal du 22 mars 2002 instituant un ensemble de régimes d'aides pour la sauvegarde de la diversité biologique ».

**Art. 6.** L'article 12 du même règlement prend la teneur suivante :

« **Art. 12.** Les annexes font partie intégrante du présent règlement ».

**Art. 7.** Les annexes II et III suivantes sont ajoutées audit règlement :

**« Annexe II : Heures de travail annuelles en fonction des productions végétales / productions animales »**

<b>Productions végétales</b>	<b>Heures de travail annuelles / hectare</b>
Céréales, oléagineux, protéagineux	16
Plantes sarclées (pommes de terre)	30
Terres mises en jachère sans production	3
Cultures fourragères	22
Prairies et pâturages permanents	14
<b>Productions animales</b>	<b>Heures de travail annuelles / unité de bétail</b>
Bovins de moins de 1 an	15,0
Vaches laitières	50,0
Vaches allaitantes	20,0
Autres bovins	10,0
Truies reproductrices de 50 kg et plus (porcelets inclus)	22,0
Autres porcs (sans porcelet...)	2,3
Ovins / caprins (femelles reproductrices)	8,1
Autres ovins / caprins	4,5
Poules pondeuses	0,3
Autres poules	0,1
Poulets de chair	0,1
Autres volailles	0,8

**Annexe III : Tableau de correspondance entre UTA et coefficient**

<b>UTA (calculées)</b>	<b>Coefficient</b>
0.00-1.49	1.00
1.50-1.99	1.15
2.00-2.49	1.30
2.50-2.99	1.40
3.00-3.49	1.50
3.50-3.99	1.60
4.00-4.49	1.70
4.50-4.99	1.80
5.00-5.49	1.90
5.50-5.99	2.00
6.00-6.49	2.10
6.50-6.99	2.20
7.00-7.49	2.30
7.50-7.99	2.40
8.00-8.49	2.50
8.50-8.99	2.60
9.00-9.49	2.70
9.50-9.99	2.80
10.00-10.49	2.90
10.50-10.99	3.00
11.00-11.49	3.10
11.50-12.00	3.20»

**Art. 8.** Le présent règlement est applicable à l'indemnité compensatoire à allouer au titre de l'année 2003 et des années subséquentes.

**Art. 9.** Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et Notre Ministre du Trésor et du Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui est publié au Mémorial.

*Le Ministre de l'Agriculture,  
de la Viticulture  
et du Développement rural,  
**Fernand Boden***

*Le Ministre du Trésor et du Budget,  
**Luc Frieden***

Palais de Luxembourg, le 2 mars 2004.

**Henri**

Dir. 75/274/CEE

### Règlements communaux

(Les mentions ci-après sont faites en vertu de l'article 82 de la loi du 13 décembre 1988)

**B e t t e m b o u r g.**- Règlement relatif aux primes accordées par la commune dans l'intérêt de l'habitat.

En séance du 12 décembre 2003, le conseil communal de Bettembourg a édicté un nouveau règlement relatif aux primes accordées par la commune dans l'intérêt de l'habitat. Ledit règlement a été publié en due forme.

**B e t t e n d o r f.**- Règlement communal concernant les services de taxi.

En séance du 10 décembre 2002, le conseil communal de Bettendorf a édicté un règlement communal concernant les services de taxi. Ledit règlement a été publié en due forme.

**E s c h / A l z e t t e.**- Règlement communal relatif au Centre de recyclage sur roues.

En séance du 5 décembre 2003, le conseil communal de la Ville d'Esch/Alzette a édicté un règlement communal relatif au Centre de recyclage sur roues. Ledit règlement a été publié en due forme.

**K a u t e n b a c h.**- Règlement communal sur les registres de population et le changement de domicile.

En séance du 15 décembre 2003, le conseil communal de Kautenbach a édicté un règlement communal sur les registres de population et le changement de domicile. Ledit règlement a été publié en due forme.

**K e h l e n.**- Fixation des subsides aux élèves méritants.

En séance du 10 décembre 2003, le conseil communal de Kehlen a pris une délibération concernant la fixation des subsides aux élèves méritants à partir de l'exercice 2004. Ladite délibération a été publiée en due forme.

**K o p s t a l.**- Règlement général de police.

En séance du 25 novembre 2003, le conseil communal de Kopstal a édicté un nouveau règlement général de police. Ledit règlement a été publié en due forme.

**L u x e m b o u r g.**- Règlement sur l'allocation d'un subside d'études aux élèves s'adonnant à des études post primaires. Modification.

En séance du 15 décembre 2003, le conseil communal de la Ville de Luxembourg a modifié l'article 7 de son règlement du 13 juillet 2001 sur l'allocation d'un subside d'études aux élèves s'adonnant à des études post primaires. Ladite modification a été publiée en due forme.

**M a m e r.**- Règlement concernant les terrains accessibles au public.

En séance du 19 janvier 2004, le conseil communal de Mamer a édicté un règlement concernant les terrains communaux accessibles au public. Ledit règlement a été publié en due forme.

**M a m e r.**- Règlement portant fixation des conditions d'allocation d'une subvention pour la mise en place d'une infrastructure de collecte des eaux de pluie.